

Oui au modèle québécois

par Pierre-Luc Bilodeau

L'ancien journaliste et conseiller politique des premiers ministres Parizeau et Bouchard, Jean-François Lisée, était invité au congrès de la CSN afin de présenter sa vision de l'État québécois et les défis que la société québécoise aura à relever. Le libre penseur en a profité pour proposer des idées qui choquent et qui bousculent.

Maintenant directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, Jean-François Lisée a d'abord rappelé son attachement au fait que le Québec est une société d'exception, en soulignant qu'ici, des femmes sont à la tête de la plus grande institution financière (Desjardins), du ministère des Finances et d'une grande centrale syndicale, la CSN. « Je suis fier de vivre dans une société où les femmes ont une place aussi importante : c'est un élément positif de l'originalité québécoise. Il faut ajouter que l'équité salariale est une particularité en Amérique du Nord. On n'est pas dans la norme conservatrice. »

Selon M. Lisée, il faut continuer à se distinguer par notre esprit progressiste. Le modèle québécois, particularisé notamment par des politiques sociales novatrices et l'interventionnisme de l'État, a été largement décrié par les chantres du libéralisme pour ses effets soi-disant nocifs sur l'économie. Or il apparaît aujourd'hui que ce modèle n'a rien à envier à celui de ses voisins.

Depuis 2000, la croissance réelle du produit national brut du Québec a dépassé celle de l'Ontario (9,5 % contre 6,9 %) et a presque égalé celle des États-Unis (9,7 %). Par contre, selon les statistiques de 2002, la production de la richesse par habitant chez l'Oncle Sam était de 21 % supérieure à la nôtre. « Certains disent qu'il faut faire le choix des Américains, mais il faut se méfier de cette moyenne. On doit se demander : ça va dans les poches de qui ? Or sur 100 dollars produits aux États-Unis, il y en a 22 qui vont dans les poches des plus riches, qui représentent 1 % de la population. Dans les faits, les Américains doivent travailler plus d'heures par semaine pour obtenir un revenu équivalent au nôtre. »

En outre, toute proportion gardée, il y a quatre fois plus d'Américains qui vivent dans la pauvreté sévère que de Québécoises et de Québécois. « Nos efforts de solidarité portent fruit. Si on en faisait encore plus, ça créerait encore plus de fruits », estime-t-il. Nos voisins ont pour leur part connu dix ans de gel du salaire minimum, une baisse marquée du taux de syndicalisation et l'arrivée massive des chaînes à grande surface comme Wal-Mart.



Photos : Alain Chagnon

Jean-François Lisée

Voir venir les coups

Le Québec n'est cependant pas à l'abri des difficultés économiques si l'on se fie aux projections de Jean-François Lisée. D'importants défis se posent sur le plan de la démographie. Une pénurie de main-d'œuvre est prévue à la suite des départs massifs à la retraite de la génération des baby-boomers. Pour combler ce manque, M. Lisée propose l'augmentation de l'immigration par le recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers. « Diplômions-les nous-mêmes ! L'école est le milieu idéal d'intégration dans une société. Du coup, on stabiliserait le nombre de jeunes qui vivent ici et on stabiliserait la démographie. »

Une politique familiale plus conséquente est également un incontournable selon lui. « Si on veut créer de la richesse et aider les parents qui ont des enfants en bas âge, il faut prendre les moyens », tranche-t-il. La semaine de quatre jours sans frais pour l'entreprise serait une voie à suivre.

Les coûts environnementaux sont également au nombre des grands défis du Québec. La taxation du carbone et le financement du transport en commun seraient bénéfiques, tout comme la baisse de la consommation d'énergie. Cependant, Jean-François Lisée rejette l'idée d'une hausse progressive des tarifs d'Hydro-Québec pour y arriver, car elle n'entraînerait pas de changements significatifs dans les comportements des ménages. La

« Le grand risque, c'est de laisser la droite trouver les solutions. Il ne faut pas laisser le thème de la richesse aux riches ! »

solution passe plutôt par des actions percutantes. « Nous sommes les plus grands consommateurs d'énergie en Amérique du Nord. Il faudrait donc, d'un bloc, hausser les tarifs d'électricité, baisser les impôts et augmenter les prestations sociales. Ça va entraîner une baisse de la consommation et une hausse des revenus disponibles. En même temps, on crée de l'emploi : il va y en avoir du calfeutrage, de la rénovation. »

Une baisse de la consommation permettrait ainsi l'augmentation des exportations d'électricité, donc des revenus de l'État. C'est ce que M. Lisée considère comme étant le troisième défi important que le Québec devra relever. « Mais le grand risque, c'est de laisser la droite trouver les solutions. Il ne faut pas laisser le thème de la richesse aux riches ! »

La gauche efficace

Les succès d'un développement québécois original reposent dans le fait de sortir des sentiers battus et, surtout, de s'appuyer sur des propositions concrètes. Elles doivent être meilleures que celles de la droite, qui consistent toujours à appauvrir la grande majorité des gens au profit des plus nantis. « Il faut être plus qu'une force d'opposition, il faut être une force de proposition, ce qui signifie "penser autrement". C'est ce que j'appelle la gauche efficace. La



population sait que si on s'oppose à tous les changements, on est du mauvais côté du débat. Or l'opinion québécoise cherche l'efficacité », conclut-il.

Parmi les mesures pragmatiques, Jean-François Lisée propose la vente de 25 % d'Hydro-Québec à l'aide d'un programme d'achat québécois des actions. Cela créerait une encaisse d'environ 30 milliards de dollars pour couvrir les dépenses des services de santé et les programmes de solidarité

sociale, tout en conservant le maintien du contrôle de la société d'État à plus de 75 %.

Le Québec doit miser sur « l'entreprenariat privé, syndical et social ». Augmenter la productivité par heure travaillée et non le nombre d'heures travaillées. Rejeter le laisser-faire économique en adoptant plus de mesures incitatives pour les investisseurs. Le gouvernement doit obligatoirement valoriser la contribution des travailleuses et des tra-

vailleuses de l'État, au lieu de toujours les dénigrer.

Finalement, il reste un problème de taille à endiguer : le haut taux d'analphabétisme au Québec. « La richesse, c'est aussi dans la tête. L'analphabétisme au Québec, c'est une plaie, une tare. » Nous devons donc parvenir à développer la richesse que représentent les 800 000 adultes québécois incapables de lire une phrase, ou le 1,7 million d'autres incapables de comprendre un paragraphe.